

49 - Adoption de la Charte de «France Eau Publique», le réseau des gestionnaires publics de l'eau

M. l'Adjoint LIME, Rapporteur : La Ville de Besançon, ainsi que 12 autres collectivités françaises, ont souhaité la création d'une structure permettant la promotion et la défense de la gestion publique de l'eau et de l'assainissement. Ainsi a été créée la FEP, France Eau Publique, au sein de la FNCCR (Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies).

Dans le cadre de la gestion de l'eau et de l'assainissement, les membres de cette structure partagent les valeurs suivantes :

- la transparence : accessibilité pour tous des informations relatives à la gestion
- la solidarité : accès à tous à un service de qualité
- la performance durable et l'efficacité : performance globale dans la durée (technique, économique, sociale et environnementale)
- la proximité et l'implication des parties prenantes : association des acteurs (élus, usagers, associations...) aux grandes orientations.

Cette structure poursuit un double objectif :

- promouvoir et défendre la gestion publique auprès des différentes institutions, et disposer d'une représentation équivalente à celles des opérateurs privés
- améliorer la performance de ses adhérents par les échanges techniques et l'émulation entre ses membres.

Pour adhérer à cette structure, chacun des membres s'engage à assurer son financement sur la base d'une cotisation définie par le conseil d'orientation. La base de cotisation de la Ville de Besançon est d'environ 1 900 €. Pour 2012, seule la moitié de cette cotisation sera appelée compte tenu de la création en cours d'année de la structure.

Propositions

Vu la charte de France Eau Publique,

Considérant le partage des valeurs et des objectifs de cette charte par la Ville de Besançon,

le Conseil Municipal est invité à :

- adopter la Charte France Eau Publique,
- participer au financement de la FEP par l'inscription de la somme de 1 900 € pour 2012 répartie équitablement à raison de 950 € entre le budget annexe de l'eau (chapitre 011, article 6281.36100) et le budget annexe de l'assainissement (chapitre 011, article 6281.36200),
- autoriser M. le Maire ou l'Adjoint Délégué à prendre tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

«M. LE MAIRE : Pas de remarques ? C'est adopté».

Après en avoir délibéré et sur avis favorable unanime de la Commission n° 3, le Conseil Municipal, à l'unanimité des suffrages exprimés, décide d'adopter les propositions du Rapporteur.

Récépissé préfectoral du 19 novembre 2012.